



COOPÉRATION, COMPÉTITION, SOLIDARITÉ
«VERS UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE

Réponse au Policy Paper 34 : « Clinton, McCain, Obama : une 'nouvelle donne' pour le climat ?

La politique climatique américaine et la réponse euro- péenne - Une opportunité à saisir

JEREMY CARL

Jeremy CARL est chercheur à l'Institut d'études internationales Freeman Spogli de l'Université de Stanford, et travaille dans le cadre du programme relatif à l'énergie et au développement durable.

Stephen Boucher est l'auteur d'un texte très intéressant qui décortique les approches des trois principaux candidats à la Maison Blanche en matière de changements climatiques, en suggérant une réponse appropriée de l'Union européenne. De plus, Stephen Boucher est parfaitement au fait des divers facteurs incitatifs et dissuasifs qui forment la politique de Washington. L'analyse qu'il porte sur le fossé qui sépare la volonté affichée et la volonté réelle de payer des taxes environnementales est un élément important et trop souvent négligé par les observateurs optimistes. La récession qui sévit actuellement aux États-Unis ajoute à l'incertitude et à la difficulté de prédire l'attitude des États-Unis et de formuler une réponse européenne appropriée. Au-delà de ces constats, le document m'a inspiré quatre réflexions spécifiques:

Premièrement, il importe d'inscrire les discussions américaines et européennes sur les changements climatiques dans un horizon à court terme et non dans un avenir lointain. Si la réflexion à long terme a assurément toute son utilité et si les objectifs à long terme sont louables, il n'en reste pas moins que lorsque les dirigeants politiques – qu'ils soient européens ou américains – s'engagent à faire quelque chose d'ici 2050, ils manquent tout simplement de crédibilité. Conscients qu'ils ne seront pas tenus de rendre des comptes, ils sont prêts à promettre la lune pour les quarante prochaines années. Dans le

« CE SONT LES
PERFORMANCES
EUROPÉENNES QUI, PLUS
QUE LES DISCOURS,
CHANGERONT LE REGARD
DES AMÉRICAINS. »

cadre des négociations qu'elle mènera avec le prochain président des États-Unis, l'Europe a tout intérêt à concentrer ses efforts sur des objectifs crédibles à court terme, même modestes – des objectifs réellement incisifs et responsables.

Ensuite, il est primordial de concentrer son attention sur les résultats concrets, au lieu de se reposer uniquement sur des accords convenus par traité. Le prochain président regardera avant tout les réalisations concrètes de l'Union européenne et non les éléments convenus par voie de traité. Si la rhétorique européenne sur le changement climatique est effectivement plus empreinte de volontarisme que le discours américain, l'UE n'est pas beaucoup plus avancée que Washington en termes de mesures concrètes et sensées sur la voie d'une réduction réelle des émissions de CO₂ – se reposant largement sur «l'air chaud» russe et les crédits de MDP (mes collègues Michael Wara et David Victor ont effectué un excellent travail de mise au jour des carences fatales des MDP). Ce sont les performances européennes qui, plus que les discours, changeront le regard des Américains. Le décalage entre la rhétorique européenne et la réalité n'est pas passé inaperçu outre-Atlantique, et notamment chez les opposants au protocole de Kyoto.

Troisièmement, comme le constate M. Boucher et comme je tiens à souligner une fois encore, l'UE doit dégager un accord avec les États-Unis sur le rôle que doivent jouer la Chine et l'Inde dans l'après-Kyoto. L'une des principales causes de l'échec du protocole de Kyoto (comme l'affirment divers observateurs, dont moi-même, depuis plusieurs années) réside dans son incapacité à pousser la Chine et l'Inde à prendre des engagements ambitieux (sans même parler d'imposer des plafonds). Cette stratégie s'est avérée désastreuse compte tenu de la hausse manifeste des émissions chinoises et indiennes au cours de la période couverte par Kyoto. À cet égard, les États-Unis et l'Europe doivent œuvrer de concert et convenir d'une approche à même de provoquer un véritable changement. Dans le cadre de cette

stratégie, il est essentiel de mener un débat approfondi sur la question du charbon – qui a toujours constitué la pierre angulaire des systèmes énergétiques chinois et indiens et qui le sera encore à l'avenir – et notamment en accordant davantage d'attention au piégeage du carbone. L'autre volet incontournable de cette stratégie consistera à déployer d'intenses efforts diplomatiques conjoints afin d'inciter Pékin et Delhi à prendre des engagements concrets de réduction des émissions de CO₂ d'une manière ou d'une autre (bien que le système de plafonds ait peu de chances de survie à long terme).

Enfin, M. Boucher met en exergue le rôle que joue le développement technologique aux yeux des différents candidats. Pour ceux qui estiment que les changements climatiques ne trouveront de solution globale que par l'entremise d'une révolution technologique et non par une plus grande efficacité, par un système de quotas et d'échange ou par des mesures de conservation (même si ces différents facteurs peuvent apporter une contribution non négligeable), les déclarations d'intention des candidats dans ce domaine sont prometteuses. L'un des plus importants terrains d'action pour les deux camps réside probablement dans l'effort commun que doivent consentir Washington et Bruxelles sur le plan technologique, en concertation avec le secteur privé, afin de mettre au point et d'appliquer des technologies énergétiques à faible intensité de carbone.

Toutefois, au-delà des éléments spécifiques mentionnés ci-dessus, l'avenir dépend avant tout du nécessaire changement de ton dans le dialogue sur le climat entre les États-Unis et l'UE. Personne ne remet en cause le fait que l'attitude improductive de l'administration Bush sur les questions de changement climatique n'a pas été d'une grande aide à l'avancée du dialogue. Sur ce plan, quel que soit le candidat élu, le fond et la forme du discours américain devraient connaître une évolution spectaculaire.

Néanmoins, il convient d'observer que si les objections émises par l'administration Bush à l'égard de Kyoto poursuivaient bien souvent un objectif politique, il ne faut pas pour autant en conclure que toutes les critiques formulées à l'encontre du système Kyoto étaient déplacées. Récemment, certains Européens de premier plan (et notamment Prins et Rayner dans un article paru dans la revue Nature) ont eux aussi émis de très vives critiques concernant le protocole de Kyoto en invitant instamment les dirigeants politiques à procéder à une refonte complète du système général et de ses structures incitatives. Espérons que d'autres en Europe leur emboîteront le pas et reconnaîtront que ce n'est pas trahir l'écologie que d'émettre des critiques de principe sur le système Kyoto.

En conclusion, les États-Unis doivent prendre conscience qu'une stratégie basée sur le déni et l'obstructionnisme n'est ni productive, ni sérieuse. De son côté, l'UE doit comprendre que le ton bien souvent suffisant qu'elle emploie – compte tenu du bilan que l'on pourrait généreusement qualifier de mitigé en termes de réduction réelle des émissions de CO₂ – lui a valu de s'aliéner une grande partie des décideurs politiques américains. Nombre de ces décideurs, en particuliers dans les rangs conservateurs, sont méfiants par nature à l'égard de traités internationaux tels que Kyoto, en particulier lorsque la Chine et l'Inde se refusent à prendre de véritables engagements en terme de réduction des émissions de CO₂.

Comme M. Boucher le fait judicieusement remarquer, quel que soit le candidat qui succèdera à l'administration Bush, cela devrait très vraisemblablement se traduire par un changement de ton dans les négociations relative aux changements climatiques. L'UE emboîtera-t-elle le pas ?

Mentions légales

Avec le soutien de la Commission européenne : soutien aux entités actives au niveau européen dans le domaine de la citoyenneté européenne active.



La Commission européenne et Notre Europe ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le texte. La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

dépôt légal

© Notre Europe, avril 2008